

RÉGIONAL

ACJ

AFRICA CREATES JOBS

2021

ATELIERS VIRTUELS

26-27 AUG

AFRIQUE DE L'OUEST



Compétences et Emplois
pour la Croissance Économique
de l'Afrique de l'Ouest

Atelier Régional ACJ Afrique de l'Ouest

"Compétences et emplois pour la croissance économique de l'Afrique de l'Ouest."

26 & 27 Aout 2021 – 10h00 – 13h00 (WAT)

Rapport

Ce projet est cofinancé par l'Union européenne et le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement



Supported by

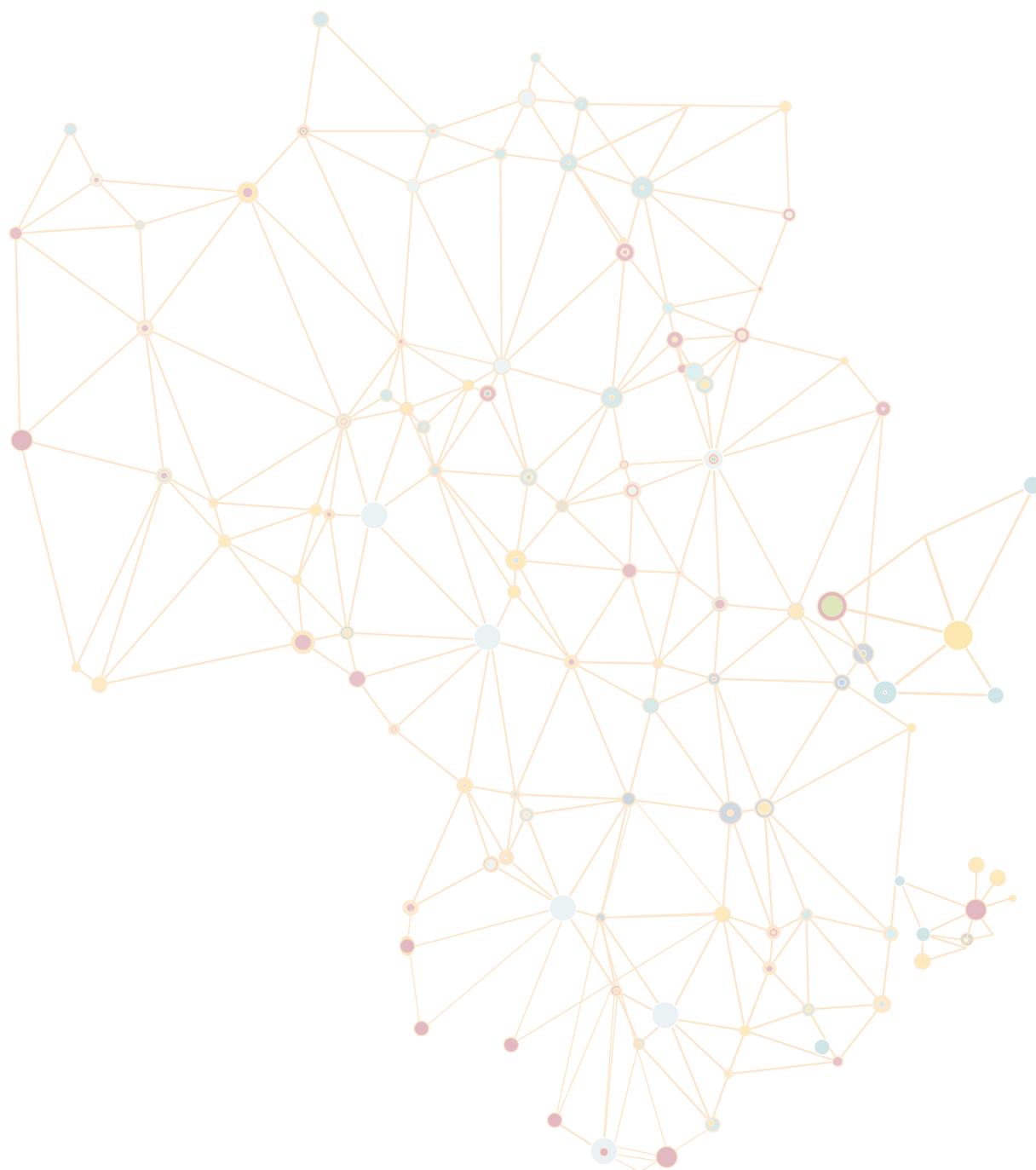


REMERCIEMENTS

LA CUA et l'AUDA-NEPAD tiennent à exprimer leur reconnaissance et leur gratitude au cabinet-conseil STRATÉGIES! pour l'appui technique apporté à l'élaboration de ce rapport, ainsi qu'aux représentants de la GIZ qui ont aidé à la création dudit rapport.

Auteurs

Cabinet-conseil STRATEGIES!
Kah Walla



1. INTRODUCTION ET CONTEXTE

L'initiative Compétences Pour l'Afrique (connu par son acronyme en anglais, SIFA), en collaboration avec ses partenaires, la Commission de l'Union africaine (AUC) et l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD), a organisé la conférence régionale de l'Afrique de l'Ouest « **L'Afrique crée des emplois (Africa Creates Jobs – ACJ)** » les 26 et 27 Aout 2021. Les autres partenaires clés étaient Business Africa (BA) et l'Association Consécutive des Employeurs du Nigeria (NECA).

Cinq ateliers régionaux en ligne seront organisés et serviront de prélude à la conférence continentale « **L'Afrique crée des emplois** » qui se tiendra en novembre 2021. L'atelier régional de l'Afrique de l'Ouest était le deuxième des cinq ateliers régionaux, le premier ayant eu lieu en Afrique de l'Est les 16 et 17 août 2021.

1.1. Objectifs des ateliers

Les cinq ateliers régionaux-ACJ ont pour but de réunir les principales parties prenantes du gouvernement, du secteur privé, de la société civile et d'autres partenaires sociaux pour examiner les données et les informations recueillies par le biais d'une série d'études. Il s'agissait notamment d'études macroéconomiques menées par le projet SIFA dans cinq pays et d'évaluations rapides des compétences dans huit pays. Les sessions de l'atelier visent en outre à créer une plateforme de dialogue au niveau régional où les diverses parties prenantes peuvent s'engager sur des solutions et des recommandations possibles. Les discussions ont mis l'accent sur le renforcement du système de développement des compétences et l'augmentation des perspectives d'emploi (indépendant) des jeunes dans la région, dans le contexte des résultats.

1.2. L'Atelier Continental « L'Afrique crée des emplois »

L'atelier continental « L'Afrique crée des emplois » se tiendra en Novembre 2021. Le thème de la plateforme de dialogue continental de cette année est « **Conduire un programme de compétences et d'emplois réactif et agile pour la croissance économique de la jeunesse africaine** ». Ce thème permettra aux principales parties prenantes d'explorer comment la croissance envisagée par l'Afrique, telle qu'articulée dans la Zone de libre-échange Continentale Africaine (ZLECA), dans un environnement COVID-19, peut répondre à la demande de compétences pour plus de 20 millions d'emplois dont le continent a besoin chaque année.

Les informations issues des ateliers régionaux sont destinées à guider les décisions d'investissement des États membres dans l'identification des sous-secteurs susceptibles de stimuler l'emploi. Les enseignements tirés au niveau régional seront agrégés pour alimenter l'atelier continental en novembre 2021.



2. PARTICIPANT/ES À L'ATELIER

Environ 80 personnes ont participé à la discussion en ligne sur l'Afrique de l'Ouest, issues du monde des affaires, de l'enseignement supérieur, de l'EFTP et des écoles secondaires, de la société civile, des organisations de jeunesse et des décideurs politiques.

3. APERÇU DE L'ATELIER RÉGIONAL EN LIGNE POUR L'AFRIQUE DE L'OUEST

L'atelier a été programmé en deux sessions de trois heures sur une période de deux jours.

3.1. Compte-rendu du Jour 1

Session d'ouverture

Le premier jour a commencé par les allocutions de bienvenue des hauts responsables et la présentation du cadre de l'atelier. Voici quelques citations tirées de leurs interventions :

- **Ms. Celine ONI**, Directeur de l'apprentissage et des projets, Nigeria Employers Consecutive Association (NECA) :
« Il est nécessaire de mobiliser les acteurs publics et privés afin de s'accorder sur la manière de créer les conditions permettant de former et de recycler les jeunes afin de répondre à la demande d'emploi et de stimuler la croissance économique sur le continent ».
- **Mr. Hambani Masheleni**, Chef de la division de l'éducation, Commission de l'Union Africaine :
« 60% de la population africaine a moins de 35 ans... La plateforme "Africa Creates Job" est appelée à devenir une plate-forme essentielle pour définir des solutions innovantes permettant de former et de recycler les jeunes dans cet environnement en évolution rapide. [...] Nous allons développer des stratégies technologiques pour renforcer les compétences des jeunes en Afrique. La mise en œuvre de tous ces projets nécessite la participation de toutes les parties prenantes. »

Mise en contexte : Tendances macroéconomiques¹

Le reste de la session s'est concentré sur la présentation des tendances macroéconomiques aux niveaux continental et régional. Le document de base présenté était un résumé de l'analyse macroéconomique et des rapports d'évaluation rapide des compétences entrepris par le SIFA dans huit États membres de l'Union Africaine, avec des scénarios possibles de potentiel de croissance de l'emploi dans les secteurs productifs nationaux, d'une part, et des tendances² compilées à partir d'organisations et d'institutions internationales telles que la Banque Mondiale, la Banque Africaine de Développement et l'Organisation Internationale du Travail, d'autre part. L'objectif était de se faire une idée concrète de la dynamique sur le terrain à l'aide de faits et de données claires, afin de soutenir le processus de prise de décision.

¹ Les études sont accessibles dans le lien suivant : <https://www.nepad.org/publications>

² Les tendances compilées entre autres des études et rapports ci-dessous :

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_norm/--relconf/documents/meetingdocument/wcms_775883.pdf

- https://www.intracen.org/uploadedFiles/intracenorg/Content/Publications/AfCFTA-youth_FINAL_PRINT_3.pdf

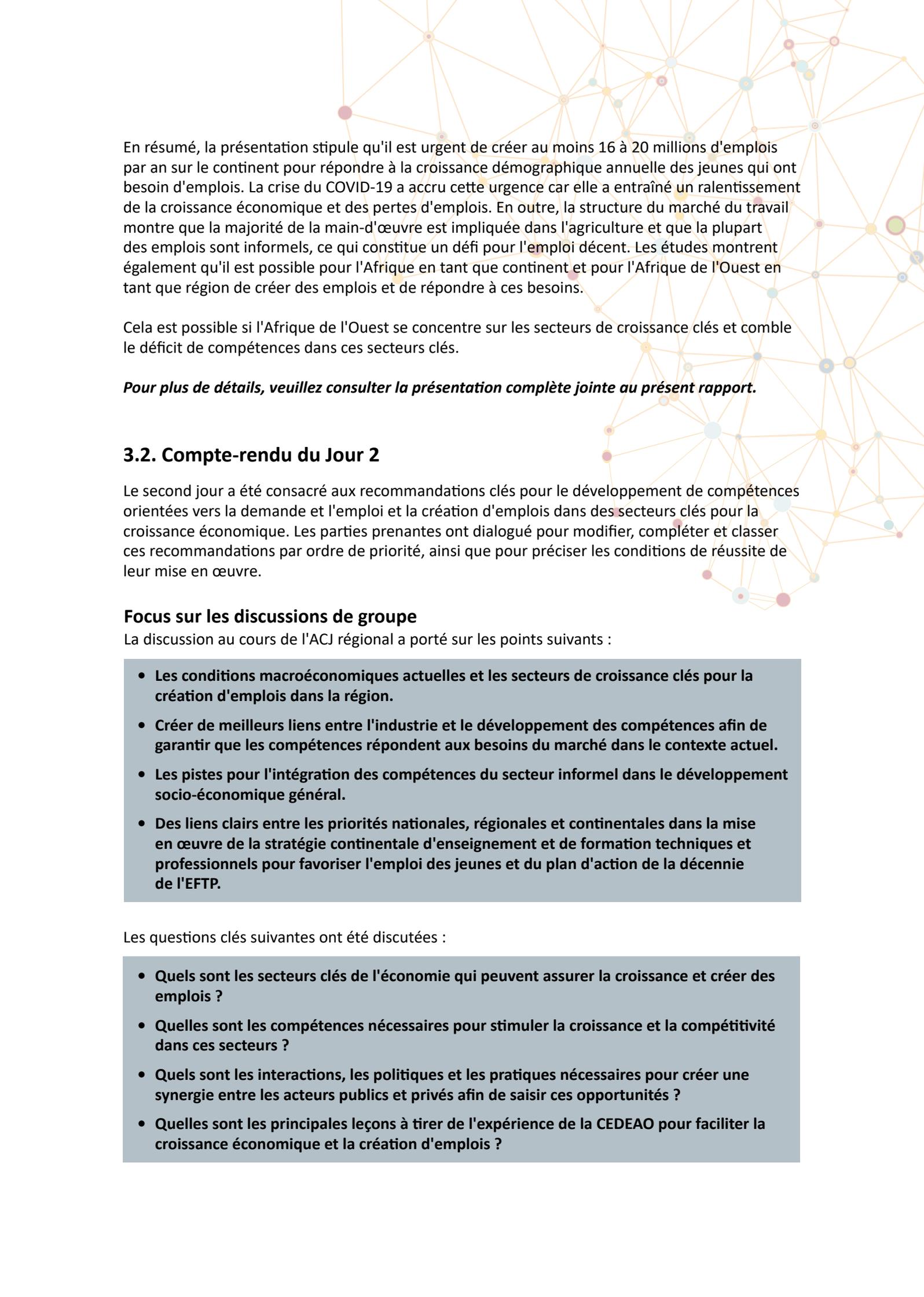
- https://www.uneca.org/sites/default/files/SROs/North-Africa/best-practices-in-job-creation-in-africa_uneca_202105.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--dgreports/--dcomm/--publ/documents/publication/wcms_795453.pdf

- https://www.ilo.org/wcmsp5/groups/public/--ed_protect/--protrav/--travail/documents/publication/wcms_771731.pdf

- <https://www.worldometers.info/world-population/western-africa-population/>

- <https://www.oecd.org/publications/africa-s-development-dynamics-2018-9789264302501-en.htm>



En résumé, la présentation stipule qu'il est urgent de créer au moins 16 à 20 millions d'emplois par an sur le continent pour répondre à la croissance démographique annuelle des jeunes qui ont besoin d'emplois. La crise du COVID-19 a accru cette urgence car elle a entraîné un ralentissement de la croissance économique et des pertes d'emplois. En outre, la structure du marché du travail montre que la majorité de la main-d'œuvre est impliquée dans l'agriculture et que la plupart des emplois sont informels, ce qui constitue un défi pour l'emploi décent. Les études montrent également qu'il est possible pour l'Afrique en tant que continent et pour l'Afrique de l'Ouest en tant que région de créer des emplois et de répondre à ces besoins.

Cela est possible si l'Afrique de l'Ouest se concentre sur les secteurs de croissance clés et comble le déficit de compétences dans ces secteurs clés.

Pour plus de détails, veuillez consulter la présentation complète jointe au présent rapport.

3.2. Compte-rendu du Jour 2

Le second jour a été consacré aux recommandations clés pour le développement de compétences orientées vers la demande et l'emploi et la création d'emplois dans des secteurs clés pour la croissance économique. Les parties prenantes ont dialogué pour modifier, compléter et classer ces recommandations par ordre de priorité, ainsi que pour préciser les conditions de réussite de leur mise en œuvre.

Focus sur les discussions de groupe

La discussion au cours de l'ACJ régional a porté sur les points suivants :

- **Les conditions macroéconomiques actuelles et les secteurs de croissance clés pour la création d'emplois dans la région.**
- **Créer de meilleurs liens entre l'industrie et le développement des compétences afin de garantir que les compétences répondent aux besoins du marché dans le contexte actuel.**
- **Les pistes pour l'intégration des compétences du secteur informel dans le développement socio-économique général.**
- **Des liens clairs entre les priorités nationales, régionales et continentales dans la mise en œuvre de la stratégie continentale d'enseignement et de formation techniques et professionnels pour favoriser l'emploi des jeunes et du plan d'action de la décennie de l'EFTP.**

Les questions clés suivantes ont été discutées :

- **Quels sont les secteurs clés de l'économie qui peuvent assurer la croissance et créer des emplois ?**
- **Quelles sont les compétences nécessaires pour stimuler la croissance et la compétitivité dans ces secteurs ?**
- **Quels sont les interactions, les politiques et les pratiques nécessaires pour créer une synergie entre les acteurs publics et privés afin de saisir ces opportunités ?**
- **Quelles sont les principales leçons à tirer de l'expérience de la CEDEAO pour faciliter la croissance économique et la création d'emplois ?**

Résultats des discussions de groupe :

Dans quatre groupes différents, les participants ont discuté et formulé les recommandations finales ci-dessous qui seront envoyées comme contribution à l'événement Continental «L'Afrique crée des emplois» pour l'année 2021. Bien que le tableau ci-dessous reflète les actions/interventions appropriées à des groupes de parties prenantes particuliers, l'atelier a réitéré la nécessité d'une collaboration cohérente entre les parties prenantes pour faire avancer efficacement ces recommandations.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none">• Accroître le niveau de sensibilisation à l'EFTP en général (écoles, communauté, etc.), et sa valeur en termes d'opportunités de création d'emplois, et d'accès aux filières de développement des compétences.• Évaluer les compétences requises dans des domaines spécifiques - pour les pays où cela n'a pas encore été fait.• Améliorer l'accès aux possibilités d'apprentissage par le biais de partenariats avec les secteurs privé et public.• Concevoir des cours qui prévoient une formation pratique et théorique. Il est recommandé d'avoir au moins 60 % des cours dans l'industrie, axés sur la pratique et l'exposition au travail, et 40 % de formation théorique en classe.• Réviser et normaliser le programme d'enseignement de l'EFTP et la certification des établissements.• Fournir des installations et des structures spécialisées dans les établissements d'EFTP qui répondent aux besoins des personnes vulnérables, notamment les filles et les étudiants handicapés.	<ul style="list-style-type: none">• Engager les instituts locaux d'EFTP à prévoir les besoins en compétences (actuels et futurs).• Définir avec d'autres acteurs les besoins économiques réels en termes de compétences, tant au niveau national que régional.• Soutenir le développement des formateurs de l'EFTP, en les exposant aux tendances industrielles actuelles.• Promotion de la formation duale (plus de pratique que de théorie). Investissement du secteur privé et du gouvernement dans le développement de programmes de formation selon l'APC.	

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Améliorer le développement des compétences			
Niveau Régional	<ul style="list-style-type: none"> • Harmoniser le système de qualification. • Disposer d'une norme commune pour l'évaluation et la formation requises pour les secteurs d'avenir dans les régions afin d'harmoniser les programmes d'études. 	<ul style="list-style-type: none"> • Le secteur privé devrait travailler avec la CEDEAO pour disposer d'un cadre standard afin d'améliorer le transfert de compétences. • Rechercher la contribution de certains organismes professionnels sur les programmes de formation. • Mise en œuvre effective des observatoires de l'emploi et de la formation. • Adopter l'approche de la formation basée sur les compétences. • Définir avec les autres acteurs les besoins réels de l'économie tant au niveau national que régional en termes de compétences. 	
Création d'emploi			
Niveau National	<ul style="list-style-type: none"> • Plus de collaboration entre l'industrie et l'EFTP - Partenariat public-privé avec des rôles et responsabilités clairs, y compris des accords pour la formation en cours d'emploi. • Reconnaître l'apprentissage antérieur. dans le secteur de l'EFTP – Certification. • L'EFTP doit gérer certains centres de services pour l'emploi dans les zones urbaines et rurales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Indiquer les secteurs d'investissement prioritaires et les propositions de création d'emplois. • Développer des systèmes d'information appropriés pour le marché du travail. • Améliorer le système de planification des RH. • Renforcer les services d'information et d'orientation scolaire et professionnelle. • Créer des cadres de concertation pour résoudre les problèmes fonciers et développer des programmes de formation en milieu rural, mobiliser des fonds d'investissement au lieu de donner des terres cultivables aux multinationales qui viennent dans le pays. • Créer un cadre de référence des professions pour mieux maîtriser les activités. • Chaque pays doit disposer d'une carte nationale de l'emploi. 	<ul style="list-style-type: none"> • Les pays devraient allouer un budget significatif à l'éducation/formation des jeunes / Mettre en place un levier où le secteur privé et les gouvernements pourraient contribuer financièrement au financement de l'éducation/formation des jeunes. • Mettre en œuvre de manière efficace et efficiente les décisions et recommandations prises au niveau régional/continental (domestication et mise en œuvre). • Impliquer la société civile dans le processus afin de surveiller la mise en œuvre des recommandations. • PPP qui traite des compétences, de l'employabilité et de l'esprit d'entreprise au niveau continental et national. • S'engager avec toutes les parties prenantes clés pour s'assurer qu'elles contribuent toutes à l'élaboration des politiques. • Assurer la cohérence entre ces politiques et les autres politiques. • Avoir des politiques pour inciter les employeurs.

	Autorités chargées de l'EFTP, EFTP et autres institutions de formation	Secteur Privé	Gouvernement
Création d'emploi			
Niveau Régional	<ul style="list-style-type: none"> Reconnaître l'apprentissage préalable dans le secteur de l'EFTP - Certification - Cela facilitera la mobilité professionnelle des jeunes. 	<ul style="list-style-type: none"> Faciliter les incubateurs d'entreprises dirigés par le secteur privé aux niveaux régional et continental. Le secteur privé doit être mieux impliqué au niveau régional pour s'engager dans les projets de l'UA et de la CEDEAO. Le secteur privé régional devrait à nouveau travailler avec la CEDEAO et l'économie créative pour voir comment ils peuvent avoir un marché pour vendre ces biens et services. 	
Ce que le gouvernement pourrait faire concernant le secteur informel			
<ul style="list-style-type: none"> Impulser un changement de mentalité afin de considérer l'économie informelle à sa juste valeur. Capter les données sur le secteur informel afin de le comprendre et d'être capable de fournir des services au secteur informel. Formaliser progressivement le secteur informel en prenant en considération des questions telles que : <ul style="list-style-type: none"> » Le système fiscal - dans de nombreux cas, le système entrave la formalisation. » Le renforcement des capacités » Le soutien aux entreprises pour qu'elles se développent. La croissance va de pair avec la formalisation » Normalisation et certification Assurer la participation des citoyens à la prise de décision et la présence des jeunes dans les cercles de décision. 			

Vous pouvez trouver les résultats complets dans le document ci-joint.

4. CONCLUSION

L'atelier régional de l'Afrique de l'Ouest a bénéficié d'un haut niveau d'engagement de la part des divers participant/es.

Les résultats des études macroéconomiques et de l'évaluation rapide des compétences dans le contexte de la crise du COVID-19 ont été présentés aux participant/es. Ils ont discuté de l'emploi dans le secteur informel ainsi que des recommandations clés qui ont été formulées pour la création d'emplois et le développement des compétences dans la région. Les résultats de cette discussion ont été saisis pour être fusionnés avec les résultats des autres ateliers régionaux et alimenter l'atelier continental.

ANNEXES

- La présentation sur les tendances macro-économiques et régionales dans la région de l'Afrique de l'Ouest.
- L'enregistrement de la discussion en plénière.
- Les enregistrements des discussions des groupes.



Ce rapport est publié par la SIFA, l'Initiative compétences pour l'Afrique, une initiative de la Commission de l'Union africaine (CUA) et de l'Agence de développement de l'Union africaine (AUDA-NEPAD).

Contact : Unami Mpofu, adresse mail : UnamiM@nepad.org
<https://www.nepad.org/skillsportalfor youth>

La SIFA est soutenue par :

L'Association allemande pour la coopération internationale (GIZ) GmbH
L'Organisation internationale du travail
La Fondation européenne pour la formation

La SIFA est cofinancée par :

Le ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement (BMZ)
L'Union européenne

Exonération de responsabilité

Cette publication a été réalisée avec le soutien financier de l'Union européenne et du ministère fédéral allemand de la Coopération économique et du Développement. Son contenu relève de la seule responsabilité de la GIZ et ne reflète pas nécessairement les opinions de l'UE ou du ministère fédéral de la Coopération économique et du Développement.

